

Nkurunziza s'octroie un 3ième mandat : La forfaiture est consommée

Le Pays, 23/07/2015 RÃ©lection de Nkurunziza : Que fera maintenant la communautÃ© internationale ? Contre vents et marÃ©es, le prÃ©sident burundais, Pierre Nkurunziza (photo), a opÃ©rÃ© son forcing en briguant un troisiÃ¨me mandat Ã l'Ã©tÃ© de l'Ã©tat. Ni l'opposition farouche depuis plus de deux mois, ni la pression de la communautÃ© internationale, ni les dÃ©fections dans son propre camp, n'auront rÃ©ussi Ã faire entendre raison au pasteur-prÃ©sident qui, soit dit en passant, Ã©chappÃ© de peu Ã un coup d'Ã©tat. Ainsi, avant mÃªme la proclamation des rÃ©sultats, Nkurunziza est sÃ»r de remplir l'Ã©mission de la prÃ©sidentielle controversÃ©e du 21 juillet dernier. Surtout avec le boycott de l'opposition qui lui a certainement facilitÃ© la tÃ¢che.

La forfaiture est consommÃ©e. Reste Ã prÃ©senter les chiffres Ã mettre sur l'Ã©tiquette de la participation, ce qui est une affaire que ses officines sont en train, Ã prÃ©senter, de se donner un malin plaisir Ã fabriquer pour apporter un semblant de crÃ©dibilitÃ© et de lÃ©gitimitÃ© au prÃ©sident Ã©lu. La preuve, avant mÃªme que l'instance chargÃ©e de l'organisation de la compilation des rÃ©sultats, la CENI, n'ait avancÃ© le moindre chiffre, le porte-parole de la prÃ©sidence a dÃ©jÃ annoncÃ© sans sourciller un taux stalinien d'environ 80%, malgrÃ© le faible taux de participation constatÃ© dans les bureaux de vote. Comme quoi, il n'est pas aisÃ© d'Ãªtre le porte-parole d'un dictateur sans Ãªtre daltonien. Dans l'aprÃ©s-midi d'hier, il indiquait un taux de participation situÃ© entre 72 et 80%. Si le ridicule tuait, ainsi, la forfaiture est consommÃ©e, laissant sur le carreau prÃ©s de quatre-vingts macchabÃ©es et cela, Ã cause de l'obstination du prÃ©sident burundais. Mais face au drame, Nkurunziza n'en a cure. Pour lui, la fin justifie les moyens. Il tient le pouvoir et il n'est pas prÃªt de le lâcher. Maintenant que la forfaiture est consommÃ©e, que va faire la communautÃ© internationale ? En tout cas, deux pays occidentaux, les Etats-Unis et la Belgique en l'occurrence ont donnÃ© le ton, respectivement, en rÃ©futant la lÃ©gitimitÃ© du scrutin qui s'est tenu dans des conditions qui ne permettent pas de lui accorder une quelconque crÃ©dibilitÃ©, et en promettant de revoir les termes de sa coopÃ©ration. Mais tout cela reste Ã voir. Car la question est de savoir si ce ne sont lÃ que des condamnations de principe, du bout des lÃvres, ou si ces pays continueront Ã exercer la pression sur Bujumbura. Est-ce que leur dÃ©cision peut encore peser quand on sait que toutes les pressions et les mises en garde n'ont pas eu pour effet d'amener Nkurunziza Ã renoncer Ã son troisiÃ¨me mandat ? Au passage, l'on dÃ©plorera l'obscur, voire le silence de certains pays occidentaux comme la France, mÃªme si l'on peut comprendre qu'elle observe cette attitude pour ne pas faire de l'ombre Ã la puissance colonisatrice qu'est la Belgique. Pour ce qui le concerne, la sortie malheureuse du SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations unies, Ã la veille de l'Ã©lection prÃ©sidentielle, pour en appeler Ã l'Ã©quitÃ© dans les bureaux de vote sans dire mot sur la candidature controversÃ©e de Nkurunziza, laisse perplexe sur la capacitÃ© et la volontÃ© de cette institution de prendre des mesures coercitives contre le satrape de Bujumbura. Quant Ã l'Union africaine (UA), qui avait pourtant Ã©tÃ© d'une fermetÃ© et d'une clartÃ© inhabituelles face Ã la sordide manœuvre de Nkurunziza, elle ne fait pas mieux en se rÃ©fugiant, depuis lors, derriÃ¨re un silence incomprÃ©hensible. C'est pourquoi l'on est portÃ© Ã croire qu'en bon calculateur, Nkurunziza sait que la communautÃ© internationale, qui reprÃ©sente Ã la fois le monde et personne, a trop d'intÃ©rÃªts divergents pour pouvoir parler d'une seule et mÃªme voix. Et comme les grandes puissances se livrent Ã une compÃ©tition entre elles Ã l'Ã©chelle des nations pour l'extension de leurs zones d'influence, de leurs prÃ©-carrÃ©s, lÃ oÃ¹ les uns (les Occidentaux) se retireront, d'autres (les asiatiques et les Russes) viendront occuper le terrain, la nature ayant horreur du vide. Les ingrÃ©dients d'une guerre civile sont maintenant rÃ©unis au Burundi. Nkurunziza semble donc avoir une porte de sortie, et il espÃ©re sans doute qu'avec le temps, il rÃ©ussira Ã faire accepter le fait accompli et Ã rallier d'autres partenaires Ã sa cause. Et comme gÃ©nÃ©ralement les peuples ont la mÃ©moire courte, s'il y parvient, dans quelques mois, l'affaire sera oubliÃ©e. Quant Ã la CommunautÃ© est-africaine (East Africa Community), l'on ne serait pas Ã©tonnÃ© qu'elle fÃ©licite Nkurunziza, quitte Ã le pousser Ã la composition avec le gouvernement d'union nationale, comme elle l'avait, du reste, dÃ©jÃ proposÃ©, en vue de clouer le bec Ã ses dÃ©tracteurs. L'erreur pour l'opposition serait de s'engouffrer dans une telle brÃ¢che. Mais en politique, sait-on jamais ? Elle pourrait le mordre Ã l'hameÃ§on. Surtout qu'il se susurre que certains opposants, et pas des moindres, n'y seraient pas dÃ©favorables. Quoi qu'il en soit, ce troisiÃ¨me mandat de Pierre Nkurunziza s'annonce sous de mauvais auspices et se demande comment il va gouverner, avec tous ces exilÃ©s, ces mutins en exil qui promettent de le chasser du pouvoir par la force, et surtout la contestation qui est loin d'Ãªtre terminÃ©e. En outre, Bujumbura vient d'ouvrir un autre front avec son voisin rwandais qu'elle accuse presque ouvertement de servir de base arriÃ¨re Ã des gÃ©nÃ©raux et autres soldats burundais qui veulent le dÃ©stabiliser. Tout cela, c'est certain, ne va pas contribuer Ã dÃ©crisper une situation dÃ©jÃ trÃ©s tendue entre les deux voisins. En attendant la rÃ©action officielle de Kigali, l'on peut dire que les ingrÃ©dients d'une guerre civile sont maintenant rÃ©unis au Burundi. Tout cela, Ã cause de la boulimie du pouvoir d'une seule personne.